



Communiqué sur les attaques répétitives contre les professionnels des médias

L'Union Burundaise des Journalistes (UBJ), préoccupée par les attaques répétitives contre les professionnels des médias à l'approche des échéances électorales de 2020.

Ce jeudi 9 Avril, un journaliste de la radio Indépendante Isanganiro et son chauffeur ont été malmenés par les jeunes Imbonerakure du parti au pouvoir avant de dégonfler les pneus de leur véhicule. Il enquêtait sur une attaque contre un responsable d'un parti d'opposition, le Conseil National de la Liberté (CNL) sur la colline Rukuba en commune Kanyosha au Sud de la capitale, Bujumbura.

L'Union Burundaise des Journalistes saisit cette occasion pour condamner fermement ces pratiques d'un autre âge.

« Il est inadmissible qu'un journaliste soit empêché de faire son travail alors que la loi lui garantit le libre exercice de son métier. Nous condamnons encore une fois cette énième attaque à l'endroit des professionnels des médias », a déclaré le Président de l'UBJ, Alexandre Niyungeko.

L'UBJ appelle encore une fois les instances habilitées à faire leur travail pour que les responsables, qui sont par ailleurs connus, soient sanctionnés selon la loi.

Ce n'est pas la première fois que des jeune Imbonerakure soient cités dans de tels actes mais l'administration et les instances du parti au pouvoir à différents échelons ferment les yeux de tels cas.

L'Union Burundaise des Journalistes voudrait rappeler que la coupe risque d'être pleine car il ne se passe un jour sans que les journalistes soient victimes d'attaques physiques ou verbales.

Il y a quelques semaines un journaliste du groupe de presse IWACU a été menacé de mort par un représentant du peuple élu dans la circonscription de Cankuzo à l'Est du pays.

L'Union Burundaise des Journalistes est d'autant plus préoccupée car le Conseil National de la Communication, garant de la liberté de la presse, se mure dans un silence assourdissant alors qu'il ne cesse d'organiser des ateliers appelant les professionnels des médias à travailler d'une manière professionnelle lors de la couverture des élections prochaines.

On serait alors en droit de se poser des questions sur ce professionnel prôné par le CNC alors que les professionnels des médias n'ont plus le libre accès aux sources d'information.

Le même libre accès à l'information qui a été dénié à des journalistes des médias indépendants, interdits d'assister à la conférence de presse du ministre de la Santé sur le

Coronavirus ce samedi 11 Avril 2020. Seuls les journalistes des médias gouvernementaux et /ou proches du parti au pouvoir.

« C'est regrettable et condamnable qu'à l'heure où tout le monde est mobilisé pour lutter contre cette pandémie, un ministre de la santé s'évertue à sélectionner les journalistes qui doivent informer le public. Et de surcroît dans une conférence de presse qui sous d'autres cieux, est événement public réservé aux médias », a déploré le Président de l'UBJ.

L'Union Burundaise des Journalistes trouve cette manœuvre indigne d'un ministre de la santé, chargé normalement de préserver la santé du public et notamment en communiquant au maximum possible.

Le groupe de presse Iwacu paie déjà un lourd tribut de ce déni des journalistes à l'accès aux sources. Quatre journalistes du groupe de presse Iwacu croupissent dans les geôles pour une condamnation à 2 ans et 6 mois de prison pour « tentative impossible de complicité d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ».

Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Térance Mpozenzi et Egide Harerimana ont été arrêtés à Bubanza, au mois d'octobre 2019 alors qu'ils couvraient les affrontements entre les forces de l'ordre et un groupe rebelle dans la province de Bubanza au Nord-Ouest du pays.